Des moyens pour nos écoles et nos universités, pas pour la guerre !

Les syndicats FNEC FP FO (France), FLC CGIL (Italie), UCU (Royaume Uni), NEU (Royaume Uni), FECCOO (Espagne), STES Intersindical (Espagne), FENPROF (Portugal), CGSP (Belgique) se sont réunis vendredi 30 octobre pour faire le point sur la situation de l'enseignement dans leurs pays respectifs.

En France, 450 milliards d'euros pour le budget des armées. Pendant ce temps, dans les écoles, les toits s'effondrent, les classes sont pleines à craquer, il manque des professeurs, 130 000 élèves ne trouvent pas de place à l'université.

En Italie, les salaires de l'éducation et de la recherche, parmi les plus bas du secteur public et d'Europe, augmentent de 12 % face à une inflation à 25,67 % (2022/27), tandis que les travailleurs précaires dans les écoles sont 302 000 lors de l'année scolaire 25/26. Pendant ce temps, le gouvernement Meloni continue de réduire les dépenses publiques et, tandis que les jeunes descendent dans la rue, limite le droit de grève et de manifestation par sept décrets autoritaires en quatre ans.

Au Royaume-Uni, l'éducation a énormément souffert de la politique d'austérité : le financement des écoles a diminué de plusieurs milliards en termes réels et les salaires des enseignants ont baissé de plus d'un cinquième depuis 2010. Plus de 30 000 emplois ont été supprimés dans le secteur universitaire au cours des dernières années, tandis que les enseignants du supérieur continuent de subir des salaires bas et une charge de travail excessive. 36 milliards de livres sterling supplémentaires par an risquent désormais d'être prélevés sur l'éducation et d'autres services publics déjà mis à rude épreuve afin de respecter l'engagement du gouvernement britannique de consacrer 3,5 % du PIB à la défense d'ici 2035.

En Espagne, l'enseignement public souffre d'un sous-financement chronique. En 2026, les investissements s'élèvent à 4,48 % du PIB, soit un niveau inférieur aux 6 % recommandés au niveau international. Le nombre d'élèves nécessitant un soutien pédagogique supplémentaire a augmenté de 75 % en six ans, sans augmentation correspondante des ressources. Les syndicats de l'éducation réclament davantage d'investissements, des classes moins chargées, plus de personnel, des salaires décents et de meilleures conditions de travail. Dans le même temps, les dépenses de défense dépassent les 35 milliards d'euros, soit environ 2 % du PIB. Les syndicats appellent les travailleurs de l'éducation à se joindre à la grève générale du 11 novembre pour défendre les services publics, lutter contre la précarité de l'emploi et réclamer des logements abordables.

Au Portugal, le sous-financement chronique de l'éducation nuit à sa qualité et aggrave la grave pénurie d'enseignants. Alors que les services publics manquent de moyens et que les salaires ne suivent pas la hausse du coût de la vie, les dépenses d'équipement militaire dépassent 850 millions d'euros. Par ailleurs, les prix de l'immobilier ont augmenté presque quatre fois plus vite que les salaires au cours de la dernière décennie. Face aux jeunes qui manifestent pacifiquement pour défendre leur droit au logement, le gouvernement répond par la force policière.

En Belgique, des politiques d'austérité budgétaire sont menées par toutes les composantes de l'État, sabrant dans les services publics et les protections sociales. Cela n'empêche pourtant pas le gouvernement de s'engager dans du réinvestissement militaire avec l'achat de nouveaux avions de chasse. Il y a quarante ans, le budget militaire du pays représentait un cinquième de celui de l'enseignement, aujourd'hui, il approche de la moitié.

Ces politiques d'austérité et de militarisation menées par nos gouvernements ont conduit, en ce début d'année scolaire, à des mobilisations massives dans plusieurs pays, où les étudiants, les élèves et les enseignants cherchent à inverser le cours des événements. Elles ont également entraîné des grèves et des manifestations, auxquelles nos syndicats participent activement.

Dans ce contexte, nous exprimons notre soutien aux mobilisations organisées dans nos pays respectifs pour dénoncer le détournement des ressources consacrées à l'éducation et aux services publics au profit du budget de la défense. Et en particulier les initiatives prévues le 20 novembre, journée internationale de mobilisation avec ses 5 objectifs :

1. Antimilitarisme et fin du réarmement
2. Opposition à l'austérité et droit à l' éducation
3. Droits sociaux et transition écologique
4. Travail décent et autonomie financière pour les jeunes
5. Défense de la démocratie

Des moyens pour nos écoles et nos universités publiques, pas pour la guerre !